



ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Marché relatif au nettoyage des locaux des organismes de sécurité sociale à Auch

MAPA 01-2025

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS

Vendredi 7 mars 2025 à 12H00

ARTICLE – 1. CONTRACTANT

Je soussigné (Nom Prénom)

☐ en mon nom personnel

☐ au nom et pour le compte de la Société :

.....
.....
.....

ayant son siège à

.....
.....
.....

Immatriculée à l'INSEE :

N° d'identité d'entreprise SIRET :

Code d'activité économique principale :

N° d'inscription au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières, du cahier des clauses techniques particulières, du règlement particulier au marché, du cahier des clauses administratives générales, fournitures courantes et services modifiés.

m'engage, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les services dans les conditions financières ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me / nous (1) lie toutefois qu'à la double condition :

1. que son acceptation me / nous (1) soit notifiée dans un délai de :
Cent vingt jours (120) jours
à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de l'Appel d'Offre
2. que soit fourni à la Caisse dans les 10 jours de la Notification les copies, revêtues de la mention « certifiée conforme à l'original » et de la signature d'une personne habilitée à engager l'entreprise, des certificats fiscaux et sociaux ou de l'état annuel des certificats reçus (DC7), délivré par le TPG au 31 décembre de l'année précédant la consultation.

Le délai pour fournir ces pièces est de 10 jours à compter de la notification d'attribution faite par la Caisse d'Allocations Familiales du Gers par lettre recommandée avec accusé de réception.

J'affirme, sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie à mes torts exclusifs / aux torts exclusifs de la société (1) que je / la société (1) pour laquelle j'interviens ne tombe pas sous le coup d'une interdiction découlant de l'article L 2141 3 du code de la commande publique.

ARTICLE – 2. PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaire **annuel, lissé sur douze (12) mois**, révisable à la date anniversaire conformément aux prescriptions définies au CCAP, soit pour la première année **un prix ANNUEL** toutes prestations confondues (nettoyage immeuble, consommables demandés par l'organisme, vitrerie) selon le récapitulatif ci-après.

Le cadre de décomposition du prix forfaitaire annexé au présent acte d'engagement en explicite le détail (annexe 1).

CAF DU GERS

SITE 1 - Centre d'Examen de Santé (CES) 64 boulevard Roquelaure 32000 AUCH	Coût MENSUEL prestation ménage	Coût MENSUEL consommables	Coût MENSUEL d'une prestation vitrerie
SITE 2 – Bureaux CAF CPAM Bâtiment 19 - Allée des arts 32000 AUCH	Coût MENSUEL prestation ménage	Coût MENSUEL consommables	Coût MENSUEL d'une prestation vitrerie
SITE 3 – Bureaux CAF 14 rue Federico Garcia Lorca 32000 AUCH	Coût MENSUEL prestation ménage	Coût MENSUEL consommables	Coût MENSUEL d'une prestation vitrerie
SITE 4 – Bureaux CPAM 35 ter avenue des Pyrénées 32000 AUCH	Coût MENSUEL prestation ménage	Coût MENSUEL consommables	Coût MENSUEL d'une prestation vitrerie
TOTAL GENERAL POUR L'ENSEMBLE DES SITES	Coût TOTAL MENSUEL prestation ménage	Coût MENSUEL consommables	Coût MENSUEL d'une prestation vitrerie

Le coût total ANNUEL du marché s'élève à €

(TTC) révisable dans les formes prévues à l'article 9.1.2 du CCAP.

Somme en toutes lettres

.....
.....

ARTICLE – 3. OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance et accepter les dispositions du CCAP relatives à son obligation de résultat et déclare affecter les moyens humains décrits ci-dessous pour atteindre le niveau de prestation décrit dans le CCAP et le CCTP.

Le titulaire s'engage à respecter son obligation en mettant en œuvre l'organisation décrite dans son mémoire technique (annexe 2) quantifiée dans les tableaux ci-après :

CAF DU GERS

SITE 1 - Centre d'Examen de Santé (CES) 64 boulevard Roquelaure - 32000 AUCH									
Personnel œuvrant : Décompte HEBDOMADAIRE								Décompte HEBDOMADAIRE INSPECTEUR	
	Sous-sol 1	RDC	Entresol	1er étage	2ème étage	3ème étage	Abords Extérieur		
Nombre d'heures HEBDOMADAIRES								Nombre d'heures Inspecteur	Nombre de passages
Effectif total affecté au site			Nombre total d'heures hebdomadaires						
Temps de supervision d'un agent œuvrant			Remplacement Agent Organisme			Coût horaire			
VITRERIE : nombre d'heures pour une intervention sur l'ensemble du site									

SITE 2 – Bureaux CAF CPAM Bâtiment 19 Allée des arts - 32000 AUCH									
Personnel œuvrant : Décompte HEBDOMADAIRE								Décompte HEBDOMADAIRE INSPECTEUR	
	Sous-sol 1	RDC	Entresol	1er étage	2ème étage	3ème étage	Abords Extérieur		
Nombre d'heures HEBDOMADAIRES								Nombre d'heures Inspecteur	Nombre de passages
Effectif total affecté au site			Nombre total d'heures hebdomadaires						
Temps de supervision d'un agent œuvrant			Remplacement Agent Organisme			Coût horaire			
VITRERIE : nombre d'heures pour une intervention sur l'ensemble du site									

SITE 3 – Bureaux CAF 14 rue Federico Garcia Lorca - 32000 AUCH									
Personnel œuvrant : Décompte HEBDOMADAIRE								Décompte HEBDOMADAIRE INSPECTEUR	
	Sous-sol 1	RDC	Entresol	1er étage	2ème étage	3ème étage	Abords Extérieur		
Nombre d'heures HEBDOMADAIRES								Nombre d'heures Inspecteur	Nombre de passages
Effectif total affecté au site			Nombre total d'heures hebdomadaires						
Temps de supervision d'un agent œuvrant			Remplacement Agent Organisme			Coût horaire			
VITRERIE : nombre d'heures pour une intervention sur l'ensemble du site									

SITE 4 – Bureaux CPAM 35 ter avenue des Pyrénées - 32000 AUCH									
Personnel œuvrant : Décompte HEBDOMADAIRE								Décompte HEBDOMADAIRE INSPECTEUR	
	Sous-sol 1	RDC	Entresol	1er étage	2ème étage	3ème étage	Abords Extérieur		
Nombre d'heures HEBDOMADAIRES								Nombre d'heures Inspecteur	Nombre de passages
Effectif total affecté au site			Nombre total d'heures hebdomadaires						
Temps de supervision d'un agent œuvrant			Remplacement Agent Organisme			Coût horaire			
VITRERIE : nombre d'heures pour une intervention sur l'ensemble du site									

ARTICLE – 4. DEMANDE D'AVANCE

En référence à l'article 9.2.2 du CCAP, je demande le versement de l'avance forfaitaire de 5 %

☐ oui

☐ non

ARTICLE – 5. PAIEMENT

5.1 Compte unique

L'organisme se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant des frais correspondant à ses locaux au crédit du compte

ouvert au nom de

.....

sous le N°

.....

à

Joindre un RIB

La facturation sera adressée à l'organisme pour l'ensemble des sites qu'il gère. Le Comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la CAF DU GERS.

5.2 En cas de groupement - Comptes séparés.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en la forme conjointe, il sera versé sur des comptes séparés les sommes dues à chacun des membres du groupement au titre du présent marché.

Les Organismes se libéreront des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte :

1^{er} cocontractant compte ouvert

ouvert au nom de

.....

sous le N°

.....

à

Joindre un RIB

2^{ème} cocontractant compte ouvert

ouvert au nom de

.....

sous le N°

.....

à

Joindre un RIB

ARTICLE – 6. MONTANT DE LA SOUS-TRAITANCE AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT

6.1 Montant de la Sous-traitance proposée AVANT la date limite de remise des offres (article R 2193-1 et R2193-2 du code de la commande publique).

L'annexe 3 du présent acte d'engagement dénommée déclaration de sous-traitance vaut demande d'acceptation du ou des sous-traitants et de leurs conditions de paiement.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

Il résulte de l'annexe ou de l'ensemble des déclarations annexées au présent acte d'engagement que le montant total des prestations que j'envisage ou que nous envisageons de sous-traiter et pour lesquelles le ou les sous-traitant(s) envisagé(s) est/sont ayant droit au paiement direct est de :

Montant TTC euros :

Soit en lettres la somme de

.....

DESIGNATION DU SOUS-TRAITANT	NATURE DE LA PRESTATION	MONTANT DE LA PRESTATION TVA INCLUSE

Zone réservée à l'organisme

Montant total des prestations sous-traitées dont la sous-traitance a été acceptée définitivement et ayant droit au paiement direct.

Montant TTC euros :

Soit en lettres la somme de

.....

Ce montant ne peut être cédé ou nanti par le titulaire du marché.

ARTICLE – 7. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du code de la commande publique le délai global maximum de paiement est de 30 jours.

À l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de sept points de pourcentage.

ARTICLE – 8. LISTE DES ANNEXES

- **Annexe 1 – Cadre de décomposition du prix forfaitaire**
- **Annexe 2 - Cadre du mémoire technique**
- **Annexe 3 - Demande d'acceptation d'un sous-traitant : DC4**

Fait en un seul original.

A Le

Signature du responsable
précédée de la mention manuscrite
LU ET APPROUVE

ANNEXE 1

CADRE DE DECOMPOSITION DU PRIX FORFAITAIRE

Les prix que vous renseignez sont les prix unitaires complets incluant la location éventuelle de matériel (chariots etc..), les fournitures propres à votre personnel (tenues etc..) les produits inhérents à votre prestation
HORS consommables demandés par l'organisme

PRESTATIONS	UNITE D'ŒUVRE	PRIX UNITAIRE € HT	PRIX UNITAIRE € TTC
Nettoyage aspiration balayage humide	m²		
Nettoyage mécanique monobrosse	m²		
Nettoyage des coins détente, restauration	m²		
Nettoyage traditionnel vitrerie	m²		
Nettoyage vitrerie nécessitant technique particulière (alpiniste du bâtiment, nacelle...)	m²		
Coût horaire ménage personnel œuvrant	unité		
Coût horaires ménage personnel œuvrant avec fonction encadrement (chef d'équipe)	unité		
Coût horaire inspecteur	unité		
Plus-value pour intervention hors jour ouvré	%		
Taux de TVA applicable	%		

ANNEXE 2

CADRE DE MEMOIRE TECHNIQUE

Composition de l'équipe affectée au suivi des sites. Nombre de personnel par étage, Qualification des personnels.

Le candidat fournit et décrit le schéma d'organisation de l'encadrement (sur site et hors site) en précisant la composition, l'expérience, les missions, qualifications, profils de poste, CV des managers de l'équipe d'encadrement. Fréquence de passage
- Nombre de salariés sous sa responsabilité - Nombre de sites sous sa responsabilité

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Nombre d'heures total mensuel du personnel œuvrant en distinguant pour le/la chef(fe) d'équipe le temps œuvrant et le temps encadrant

Concernant les plages d'intervention proposées par le candidat, celles-ci doivent impérativement être comprises au sein des plages précisées par site par le pouvoir adjudicateur dans l'annexe 5 du CCTP.

.....

.....

.....

.....

.....

Nombre d'heures total mensuel de l'inspecteur et description de ses missions

.....

.....

.....

.....

.....

Moyens techniques : préciser le type de matériel et le nombre affecté au site.

Le candidat propose une liste exhaustive et détaillée des matériels mis en place pour la prestation demandée (locaux et vitres) et précise pour chaque site la quantité, les caractéristiques des matériels et leur utilisation pour chaque type de prestation. Le candidat veillera à proposer le matériel le mieux adapté à chaque nature de locaux en tenant compte de leurs spécificités (par espaces.)

.....

.....

.....

.....

.....

.....
.....
.....

Produits écologiques labellisés,

Le candidat produira tous documents relatifs aux produits utilisés relatifs à la biodégradabilité, la fiche technique et la **fiche de données de sécurité**

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Suivi qualité : contrôle qualité dédié à l'exécution du marché, suivi des prestations au quotidien (organisation matérielle) procédures d'auto contrôle et leur matérialisation, gestion des remplacements, passage des consignes, gestion des dysfonctionnements (organisation et délais de réactivité, procédure de contrôle du retour à la normale), Moyens de formation mis en œuvre.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Délais de réactivité pour une intervention hors jours ouvrés

.....
.....
.....
.....
.....

Fait à, le/...../.....

Signature

ANNEXE 3

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹**A - Identification de l'acheteur**

■ Désignation de l'acheteur :

**Caisse d'Allocations Familiales du Gers
11 rue de Châteaudun
32013 AUCH Cedex**

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :

M Emmanuel ROUIT : 05 62 61 61 32

B - Objet du marché public

**MARCHE RELATIF AU NETTOYAGE DES LOCAUX
DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE A AUCH**

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (*sous-traitant présenté après attribution du marché*)
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature des prestations sous-traitées

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ **Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel** (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

■ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

G - Prix des prestations sous-traitées

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

■ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

H - Conditions de paiement

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

☐ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

I - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

J2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

A _____, le

A _____, le

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le

Le représentant de l'acheteur :

M - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le